



**Il est temps d'adopter un budget fédéral qui lutte contre
l'inégalité**

Recommandations d'Oxfam Canada en vue du budget de 2017

Introduction

La crise des inégalités mondiales a atteint de nouveaux extrêmes. En 2015, les 62 personnes les plus riches au monde détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité (3,6 milliards de personnes). Il y a cinq ans, la même richesse était entre les mains de 388 personnes. Les 1 % les plus riches détiennent maintenant plus de richesse que le reste du monde¹.

La même tendance à l'accroissement de l'inégalité est manifeste au Canada depuis plusieurs dizaines d'années. Aujourd'hui, les 1 % les plus riches de la population possèdent le quart de la richesse du pays – plus que la richesse totale détenue par les 70 % les moins riches de la population, soit plus de 24,5 millions de Canadiens².

Les inégalités extrêmes corrompent la politique et freinent la croissance économique. Elles entravent la mobilité sociale, condamnant certaines familles à rester pauvres de génération en génération, tandis que d'autres profitent de leurs privilèges d'année en année. Elles alimentent la peur, la méfiance, le crime et même des conflits violents. Leurs conséquences corrosives nous affectent tous et sont contraires à la vision du gouvernement au pouvoir pour le Canada. Notre premier ministre a dit à maintes reprises qu'une économie solide commence par une classe moyenne solide et que l'égalité économique est un élément fondamental de notre unité nationale. Il a aussi affirmé que si le soutien de l'égalité économique est un objectif national important, le Canada a un rôle essentiel à jouer en partageant les fruits de sa réussite avec le monde par l'entremise de sa politique étrangère et de son aide internationale.

Le Canada a toujours eu des niveaux d'inégalité plus faibles que beaucoup d'autres nations grâce à un solide filet de protection sociale, une fiscalité progressiste et un mouvement syndical dynamique. Toutefois, la tendance au cours des 25 dernières années est inquiétante : l'inégalité mondiale augmente à un rythme sans précédent, et le Canada suit la cadence.

Pour Oxfam Canada, le lien étroit entre l'inégalité économique et l'inégalité de genre est particulièrement préoccupant. L'inégalité économique aggrave les inégalités entre les femmes et les hommes. Par exemple, des études montrent que dans les sociétés les plus inégales d'un point de vue économique, les femmes qui font des études sont moins nombreuses, tout comme celles représentées dans les assemblées législatives, et les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes se creusent³.

Les femmes au Canada ont fait d'énormes progrès en matière de scolarisation et elles ont fait voler en éclats de nombreux plafonds de verre. Nous avons la parité entre les hommes et les femmes au Cabinet, ce dont tous les Canadiens peuvent être fiers. Pourtant, les femmes ne détiennent encore que le quart des sièges à la Chambre des communes et le fossé salarial entre les femmes et les hommes reste obstinément à 72 %. À une époque

où il reste tellement de combats à mener, l'inégalité économique grandissante menace de nombreux gains que les femmes ont durement obtenus.

Des analystes d'institutions financières internationales accordent de plus en plus d'attention à l'apport des femmes à la croissance économique. Toutefois, si nous ne réglons pas de toute urgence les causes de l'inégalité économique extrême, les avantages découlant de la croissance générée par les femmes reviendront majoritairement à ceux qui se situent déjà au sommet de l'économie.

Sous la direction d'un premier ministre féministe, qui a fait campagne en misant sur la croissance inclusive et les droits des femmes, le Canada est bien placé pour devenir un chef de file mondial dans la lutte contre le double défi de l'inégalité de genre et de l'inégalité économique. Oxfam se réjouit de l'engagement que le gouvernement a pris par rapport à ces questions, en particulier sa position ferme sur les droits et le leadership des femmes. Toutefois, pour concrétiser cette vision, le gouvernement devra prendre des mesures audacieuses et veiller à ce que ses engagements financiers correspondent à son discours et à ses ambitions. Le budget de 2017 constitue l'occasion parfaite pour le Canada de consolider son leadership sur ces questions en affectant des fonds à des mesures qui se sont révélées efficaces pour réduire l'inégalité de genre et l'inégalité économique.

Des données internationales montrent que des mesures progressistes énergiques des gouvernements dans les domaines de la fiscalité, des dépenses sociales et du travail ont joué un rôle essentiel pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes. Ce ne sont pas les seules mesures que les gouvernements peuvent prendre pour aider à réduire l'inégalité sur leur territoire, mais historiquement, aucun pays n'a réussi à faire meilleure figure en matière d'égalité sans intervenir de façon soutenue dans chacun de ces trois domaines. Les recommandations prioritaires d'Oxfam en ce qui concerne la façon dont le Canada peut lutter contre l'inégalité dans son budget fédéral de 2017 s'inscrivent donc dans ces trois catégories.

Ces recommandations sont fondées sur l'analyse des politiques mondiales d'Oxfam et s'appuient sur les travaux de nos alliés ici au Canada, dont le Centre canadien de politiques alternatives, Canadiens pour une fiscalité équitable, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance et l'Assemblée des Premières Nations.

Vue d'ensemble des recommandations d'Oxfam Canada

1. Ériger en priorité la fiscalité progressiste et faire en sorte que les politiques fiscales prennent en compte les rôles et les inégalités de genre sur le marché du travail afin de les transformer et non de les enraciner.

• **Recommandations nationales**

- ✓ Annuler la réduction du taux d'imposition pour les particuliers dans la deuxième tranche d'imposition et utiliser les économies de 3,6 milliards de dollars pour augmenter les mesures d'aide sociale destinées à ceux qui en ont besoin.
- ✓ Augmenter graduellement le taux d'imposition du revenu des sociétés sous réglementation fédérale de 15 à 21 %.
- ✓ Faire en sorte que le fardeau que représentent les taxes à la valeur ajoutée pour les Canadiens à faible revenu est compensé par des crédits d'impôt et que les recettes générées sont utilisées à des fins progressistes.
- ✓ Continuer d'investir dans la capacité de l'Agence du revenu du Canada (ARC) de lutter contre les paradis fiscaux et réinvestir les sommes récupérées dans des dépenses sociales non sexistes qui améliorent l'égalité.
- ✓ Rendre l'analyse comparative entre les sexes obligatoire dans tous les ministères et organismes gouvernementaux par l'adoption d'une loi fédérale qui soumettrait toutes les propositions présentées au Cabinet, au Bureau du Conseil privé, au Conseil du Trésor et au ministère des Finances à l'exécution d'une analyse dans une optique sexospécifique.

• **Recommandations internationales**

- ✓ Appuyer une deuxième génération de réformes fiscales mondiales qui met tous les pays sur un pied d'égalité et s'attaque aux principaux problèmes que le projet sur l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéficiaires (BEPS) ne règle pas de façon satisfaisante : paradis fiscaux, encouragements fiscaux non productifs et concurrence fiscale nuisible.
- ✓ Mettre en œuvre les mesures proposées par le projet BEPS de l'OCDE et aider d'autres pays à les mettre en œuvre.
- ✓ Renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption dans les pays en développement de façon à garantir qu'une meilleure mobilisation des ressources nationales profite aux plus pauvres et aux plus vulnérables.
- ✓ Aider les pays en développement qui souhaitent réformer leur régime fiscal de façon à transférer la pression fiscale du travail et de la consommation vers le capital et la richesse.

- ✓ Soutenir des organismes qui exécutent un travail d'analyse sexospécifique dans les pays en développement.

2. Augmenter la proportion des dépenses de l'État affectées aux services publics et au filet de protection sociale afin de sortir des gens de la pauvreté.

• **Recommandations nationales**

- ✓ Majorer le financement des services de garde à l'enfance à 1 milliard de dollars pour 2017-2018 et pour chaque année du reste du mandat du gouvernement dans le cadre d'un volet dédié et stable de financement des infrastructures sociales.
- ✓ Améliorer l'accès aux services de soutien à domicile et de soins dans la collectivité pour les personnes âgées.
- ✓ Continuer de majorer le financement des services publics dans les collectivités autochtones afin de combler tous les besoins et d'atténuer les conséquences négatives qui se sont accumulées au fil de dizaines d'années de sous-financement et de négligence.
- ✓ Investir 100 millions de dollars par an à l'appui de Condition féminine Canada.

□ **Recommandations internationales**

- ✓ Donner la priorité aux dépenses publiques pour les services de santé et d'éducation dans les politiques d'aide et de développement du Canada.
- ✓ Annoncer un calendrier décennal d'augmentations prévisibles de l'enveloppe de l'aide internationale de façon à atteindre la cible de l'ONU visant l'affectation de 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement.
- ✓ Annoncer des augmentations annuelles du budget de l'aide sur les trois prochaines années : 862 millions de dollars en 2017-2018, 1,17 milliard de dollars en 2018-2019 et 1,37 milliard de dollars en 2019-2020.
- ✓ Faire en sorte que 20 % de toutes les sommes investies dans l'aide ont pour principal objectif la promotion des droits des femmes, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes.
- ✓ Consacrer 100 millions de dollars par an à des organismes de défense des droits des femmes, à des réseaux féministes et à des mouvements de femmes.

3. Améliorer les normes et les lois du travail afin de donner plus de pouvoir aux travailleurs.

• **Recommandations nationales**

- ✓ Fixer à 15 \$/heure le salaire fédéral minimum, indexé selon l'inflation et couvrant tous les travailleurs sous responsabilité fédérale et prendre

l'engagement que les contrats du gouvernement fédéral ne seront adjugés qu'à des employeurs offrant un salaire de subsistance.

- ✓ Abroger la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* et promulguer une législation proactive en matière d'équité salariale.

- **Recommandations internationales**

- ✓ Réglementer les sociétés canadiennes actives à l'étranger et les assujettir à des normes canadiennes.

¹ « An Economy for the 1%: How privilege and power in the economy drive extreme inequality and how this can be stopped », *Oxfam Briefing Paper 210*, Oxford : Oxfam International, 2016.

² Richesse des personnes les plus riches tirée du palmarès mondial de Forbes 2014, part de la richesse nationale détenue par le reste de la population d'après le *Global Wealth Databook* du crédit suisse.

³ R. Wilkinson et K. Pickett, 2010, *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*, Londres : Penguin, p.59.